



## Conseil économique et social

Distr. générale  
21 décembre 2021  
Français  
Original : anglais

### Commission du développement social

Soixantième session

7-16 février 2022

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : questions nouvelles : politiques nationales et mesures adoptées par les États Membres pour combattre la faim et la pauvreté pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà. Obstacles à la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 selon le calendrier prévu**

### **Politiques nationales et mesures adoptées par les États Membres pour combattre la faim et la pauvreté pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà : obstacles à la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 selon le calendrier prévu**

Note du Secrétariat

#### *Résumé*

Depuis la session d'examen et la session directive de 2007-2008, conformément à la décision 2006/18 du Conseil économique et social, le point intitulé « Questions nouvelles » est inscrit à l'ordre du jour de la Commission du développement social. C'est au titre de ce point que la Commission examine les problèmes faisant obstacle au développement social, qui nécessitent une attention immédiate, et des enjeux de portée transversale qui se font jour compte tenu de l'évolution des difficultés qui freinent le développement au niveau mondial. Le Bureau de la soixantième session de la Commission du développement social a décidé que le thème de discussion de ce point de l'ordre du jour serait « Politiques nationales et mesures adoptées par les États Membres pour combattre la faim et la pauvreté pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà : obstacles à la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 selon le calendrier prévu ».

\* E/CN.5/2022/1.



## I. Introduction

1. La présente note a été établie en vue de présenter à la Commission du développement social des informations utiles pouvant servir de base à ses débats sur le thème retenu par le Bureau au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Questions nouvelles ». Elle expose les politiques et les mesures que les États Membres ont adoptées pour lutter contre la faim et la pauvreté pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la phase de relèvement, et définit les difficultés qu'ils rencontrent couramment dans la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 selon le calendrier prévu. Elle vise à aider les pays à tirer les enseignements de ces politiques et mesures afin qu'ils puissent s'en inspirer pour mieux se relever et atteindre les objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 1 et 2, d'ici 2030, sans que nul ne soit laissé pour compte<sup>1</sup>.

## II. Difficultés auxquelles font face les États Membres

2. Les retombées socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 ont eu des effets négatifs sur les économies, les marchés du travail, la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels des pays. Elles ont également réduit leur capacité de répondre à la demande accrue de dépenses en matière de santé, d'éducation et de mesures de protection sociale mises en œuvre pour protéger la santé des personnes et empêcher les populations les plus vulnérables de tomber dans la pauvreté.

3. La pandémie a entraîné une perte massive d'heures de travail. Elle a également mis en évidence les conditions de travail précaires des personnes qui exercent des emplois fragiles dans l'informel, notamment dans les secteurs d'activité les plus durement touchés. L'inadéquation de la législation du travail face aux chocs économiques, le manque de coordination des initiatives en matière d'emploi et l'absence d'assurance chômage ou son manque de financement sont au nombre des facteurs qui ont posé des problèmes à beaucoup de gens, en particulier les personnes à faible revenu, les ménages dirigés par une femme et les personnes handicapées. Sans travail, les personnes qui n'ont pas d'assurance chômage ont dû recourir à des mécanismes de survie – notamment épuiser leur épargne ou puiser dans des actifs productifs – qui les ont précipitées dans la pauvreté. La perte d'emplois ou la baisse des revenus, combinée à la hausse des prix des denrées alimentaires résultant de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, a contraint les familles à faible revenu à réduire leur consommation alimentaire et à changer de régime. Les fermetures d'école ont perturbé l'exécution et la mise en œuvre de nombreuses initiatives (telles que l'alimentation scolaire et les programmes d'alimentation gratuite) qui visent à lutter contre la malnutrition des enfants dans de nombreux pays.

4. La fermeture des écoles n'a pas non plus facilité le maintien des filles à l'école et a augmenté l'incidence de la violence fondée sur le genre, de la maltraitance d'enfants, du mariage d'enfants et du travail des enfants. Bien qu'on ait recouru à l'enseignement en ligne pendant la pandémie, la fracture numérique existante, combinée à une formation insuffisante des enseignants, a compromis l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement. L'apprentissage en ligne ne répondant pas

---

<sup>1</sup> Sauf indication contraire dans les notes de bas de page, tous les exemples de pays figurant dans la présente note proviennent des examens nationaux volontaires présentés à la session 2021 du forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/>.

suffisamment à leurs besoins spécifiques, les étudiants handicapés risquent davantage d'être laissés pour compte.

5. La pandémie a gravement affecté la santé mentale, en particulier celle des jeunes. Certains pays ont signalé une augmentation considérable du nombre de suicides et d'appels aux lignes d'assistance téléphonique pour la santé mentale en 2020. La capacité limitée des hôpitaux et l'impossibilité pour les travailleurs de proximité de dispenser des traitements en raison des restrictions de déplacements ont limité l'accès aux dépistages et aux traitements, ce qui a eu des répercussions négatives pour tout le monde, en particulier les personnes âgées, les personnes vivant avec le VIH, les personnes handicapées, les peuples autochtones, les migrants et les autres populations minoritaires. Parmi les autres difficultés, il convient de citer la faible densité du personnel de santé dans les zones rurales et l'augmentation des dépenses de santé à la charge des patients.

6. La fragmentation des systèmes et mesures de protection sociale, l'inefficacité des systèmes de prestation et l'attention insuffisante accordée à la prise en compte de la dimension de genre dans la fourniture des services de protection sociale ont mis à mal la capacité des pouvoirs publics de protéger les personnes lorsqu'elles en ont le plus besoin. Dans certains pays, les travailleuses du secteur non structuré de l'économie n'avaient pas droit aux prestations d'assurance sociale, et dans des pays où des prestations d'urgence étaient versées au chef de famille, les femmes séparées et les victimes de violence domestique n'ont pas pu bénéficier de ces prestations pendant la pandémie de COVID-19. Une nouvelle lacune est le manque d'accès à l'assurance de sécurité sociale ou à l'allocation de chômage pour les personnes travaillant dans l'économie à la tâche (dont beaucoup sont des indépendants), car leur participation à ces régimes n'est pas obligatoire.

7. De nombreux pays sont aux prises avec des déficits budgétaires accrus, une augmentation de la dette, une faible croissance et un ralentissement des investissements étrangers directs. Pour certains pays en développement, cela pourrait compromettre la stabilité du système financier et potentiellement transformer les problèmes de liquidité en crises d'insolvabilité. Les pays à faible revenu qui dépendent fortement des financements extérieurs pour faire face à la pandémie ont du mal à maintenir les mesures de protection sociale nouvellement adoptées ou à élargir les mesures existantes.

### **III. Politiques nationales et mesures adoptées par les États Membres pour combattre la faim et la pauvreté pendant la pandémie et au-delà**

8. Les États Membres ont pris des mesures pour contrer les multiples effets négatifs de la pandémie de COVID-19, dans le cadre d'une politique intégrée et d'actions coordonnées, en associant toutes les parties prenantes à leurs efforts pour mieux se relever, assurer la mise en œuvre du Programme 2030 et réaliser les objectifs de développement durable.

#### **A. Soutenir le secteur agricole pour lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire**

9. Les pouvoirs publics ont eu recours à des mesures fiscales, ainsi qu'à des programmes existants, pour réduire au maximum les retombées négatives de la pandémie de COVID-19 sur le secteur agricole et soutenir les petits et moyens producteurs grâce au crédit rural disponible à taux bonifié. Par exemple, le Brésil a

mis en place un ensemble de mesures budgétaires qui comprend une aide à la restructuration de la dette et des taux d'intérêt plus faibles pour le crédit rural (6 % pour les agriculteurs familiaux ruraux contre 8 % pour tous les autres). Des lignes de crédit spéciales dans le cadre du programme d'exploitation familiale (4,6 % pour les petits producteurs et 6 % pour les producteurs de taille moyenne) ont été mises à la disposition des petits et moyens producteurs, en particulier ceux des secteurs les plus touchés, tels que les produits laitiers, la floriculture et l'aquaculture)<sup>2</sup>.

10. Les gouvernements ont tiré parti des stratégies et programmes intégrés et des mécanismes multipartites intersectoriels existants pour atténuer les incidences socioéconomiques de la COVID-19 et s'attaquer à la pauvreté, aux inégalités, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, ainsi qu'aux enjeux environnementaux, d'une manière plus intégrée et en partenariat avec un large éventail de parties prenantes. En Angola, le plan intégré pour l'accélération de l'agriculture et de la pêche artisanale vise à accroître la production nationale de 15 à 25 %, notamment en augmentant la disponibilité et la capacité des services de développement rural pour les agriculteurs familiaux<sup>3</sup>. Le Mexique a mis en place en 2020 un mécanisme de gouvernance intersectorielle, impliquant 18 groupes de travail thématiques, afin de créer un environnement favorable visant à faciliter le dialogue entre un large éventail d'institutions du secteur public, les organismes compétents des Nations Unies et la société civile, y compris les petits exploitants, les entreprises agroalimentaires, les fournisseurs de denrées alimentaires, les agences de commercialisation, les consommateurs et les régulateurs<sup>4</sup>.

11. Certains pays ont intégré des considérations environnementales dans leurs stratégies de sécurité alimentaire au cours de la pandémie de COVID-19 et au-delà. Le Japon a formulé sa stratégie pour des systèmes alimentaires durables (mesures pour la réalisation de la décarbonation et de la résilience par l'innovation) en mai 2021. Il s'agit d'une nouvelle stratégie pour améliorer à la fois le potentiel de productivité et la durabilité de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et des industries alimentaires par l'innovation. Au Brésil, dans le projet de loi agricole (Plano Safra) pour 2020/21, des crédits ont été prévus pour augmenter jusqu'à 10 % la limite de crédit du fonds de roulement pour les producteurs qui soumettent un registre environnemental rural validé (Cadastro Ambiental Rural) afin de mieux s'aligner sur le code forestier du pays<sup>5</sup>.

12. Les pays sont rapidement intervenus pour protéger la sécurité alimentaire des ménages grâce à des programmes de distribution de nourriture en nature ou de bons

<sup>2</sup> États-Unis d'Amérique, Département de l'agriculture, « Brazilian Agricultural Sector Thrives Despite COVID-19 Pandemic », 12 juin 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.fas.usda.gov/data/brazil-brazilian-agricultural-sector-thrives-despite-covid-19-pandemic](http://www.fas.usda.gov/data/brazil-brazilian-agricultural-sector-thrives-despite-covid-19-pandemic)**Error! Hyperlink reference not valid.**

<sup>3</sup> Angola, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Plan intégré pour l'accélération de l'agriculture et de la pêche artisanale. Disponible en portugais à l'adresse suivante : [https://assets.website-files.com/5a8e71e3c7881c000130ff13/5ef9b3e7ac095a90de112895\\_Plano%20de%20Acelerac%C3%A7%C3%A7o%20da%20Agricultura%20e%20Pesca%20Familiar\\_vff\\_11062020.pdf](https://assets.website-files.com/5a8e71e3c7881c000130ff13/5ef9b3e7ac095a90de112895_Plano%20de%20Acelerac%C3%A7%C3%A7o%20da%20Agricultura%20e%20Pesca%20Familiar_vff_11062020.pdf).

<sup>4</sup> Source des exemples pour le Brésil, l'Équateur, le Kirghizistan, le Mexique et le Pérou présentés dans cette section : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous* (Rome, FAO, 2021).

<sup>5</sup> Climate Policy Initiative, « Rural credit policy in Brazil: agriculture, environmental protection, and economic development », décembre 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2020/12/REL-Rural-Credit-Policy-in-Brazil.pdf](http://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2020/12/REL-Rural-Credit-Policy-in-Brazil.pdf).

d'achat et à des programmes d'alimentation scolaire et infantile qui ont été modifiés pour répondre aux besoins des communautés touchées par la pandémie. En Argentine, le programme de carte alimentaire (Tarjeta Alimentar), qui fait partie du plan national d'éradication de la faim, vise à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir une alimentation saine en donnant accès, au moyen d'une carte de débit, à de l'argent pour un panier alimentaire de base. Depuis son lancement en décembre 2019, ce programme a bénéficié à pas moins de 2,9 millions d'enfants âgés de 0 à 6 ans, ainsi qu'aux femmes enceintes et aux personnes handicapées. Lors de la crise de la COVID-19, le montant versé au titre du programme a été doublé (mai-décembre 2020) puis augmenté de 50 % (depuis février 2021) pour répondre à la hausse des prix alimentaires<sup>6</sup>. Au Bangladesh, le programme Open Market Sales a permis aux personnes vivant dans les zones urbaines d'acheter du riz à un quart du prix d'origine. L'Équateur a créé un partenariat innovant entre les habitants des zones urbaines touchés par la pandémie et les producteurs alimentaires ruraux, dans le cadre duquel a été formé un réseau de commercialisation et de distribution grâce auquel les citoyens reçoivent directement des agriculteurs des paniers de fruits frais et de légumes biologiques. Madagascar a mis en place des marchés vendant du riz et de l'huile à moitié prix et a fourni des produits de première nécessité tels que du riz, du sucre, de l'huile et du sel aux personnes dans le besoin (par exemple, blanchisseurs, tireurs de pousse-pousse, étudiants et personnes âgées). Au Soudan, des paniers d'aliments de base ont été vendus à prix réduits à des familles pauvres. Le Botswana, l'Ouganda et le Rwanda ont livré de la nourriture de maison en maison dans les zones urbaines<sup>7</sup>.

13. Selon les estimations, les fermetures d'école menacent la nutrition d'environ 388 millions d'enfants dans le monde qui recevaient auparavant un repas quotidien à l'école<sup>8</sup>. Certains pays ont pris des mesures pour protéger les enfants concernés. Le Nigeria a soutenu certains des 9 millions d'enfants qui bénéficient du programme d'alimentation scolaire à domicile (Home-Grown School Feeding) en distribuant des bons d'alimentation de porte à porte. Au Lesotho et au Liberia, les repas scolaires ont été remplacés par des repas à emporter. À Cabo Verde, 30 000 enfants vulnérables ont reçu une aide alimentaire à domicile. En République démocratique du Congo et en Libye, des initiatives d'alimentation scolaire à domicile ont permis de fournir des rations à emporter aux écoliers<sup>9</sup>. Le Brésil a institué des transferts de nourriture en nature directement livrés aux foyers pour enfants. Les kits alimentaires comprennent au moins 30 % d'aliments frais achetés localement, comme le prévoit la loi brésilienne sur l'alimentation scolaire.

14. En Namibie, RightStart, une campagne de communication sur le développement de la petite enfance, comprend un kit d'information, « Kids and COVID-19 », pour combattre la désinformation et donner des conseils aux parents, aux soignants et aux éducateurs<sup>10</sup>. Le Pérou a adopté la loi nationale sur l'enrichissement du riz en 2021 et a intensifié l'inclusion de riz enrichi en 9 vitamines et minéraux dans les programmes d'alimentation scolaire et autres programmes de protection sociale. La Thaïlande a

<sup>6</sup> Banque de développement de l'Amérique latine, « CAF-funded Alimentar food card helps 2.9 million children in Argentina », 10 février 2021, disponible à l'adresse suivante : [www.caf.com/en/currently/news/2021/02/caf-helps-29-million-children-in-argentina-by-funding-alimentar-food-card](http://www.caf.com/en/currently/news/2021/02/caf-helps-29-million-children-in-argentina-by-funding-alimentar-food-card) ; et Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, « Tarjeta Alimentar », disponible à l'adresse suivante : <https://sdgs.un.org/partnerships/tarjeta-alimentar>.

<sup>7</sup> Devereux, Stephen, « Social protection responses to COVID-19 in Africa », *Global Social Policy*, vol. 21, N° 3 (juin 2021).

<sup>8</sup> FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/3/cb4474fr/online/cb4474fr.html>.

<sup>9</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>10</sup> Voir <https://www.rightstart.com.na/covid-19-resources/>.

encouragé la coopération entre les producteurs de denrées alimentaires du secteur privé et les grands détaillants alimentaires afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition. Pendant les fermetures d'école, le Gouvernement a fait appel au système des volontaires de santé de village pour veiller à ce que chaque enfant soit pesé et mesuré tous les trois mois.

15. Les programmes existants ont également contribué à atténuer les incidences négatives de la pandémie de COVID-19 sur les populations vulnérables. En Chine, dans le cadre de la stratégie de revitalisation rurale lancée en 2017 pour promouvoir des moyens de subsistance durables et le bien-être des populations rurales grâce au développement agricole, le crédit rural a augmenté au total de 17,8 % en 2020, 91,92 millions de ménages ruraux ayant contracté des prêts bancaires. En Éthiopie, le programme de filet de sécurité productif, un système de protection sociale innovant qui offre un accès numérique à des bons alimentaires mensuels adaptés à la taille du ménage, s'est avéré efficace pour protéger les familles rurales à faible revenu pendant la pandémie<sup>11</sup>. Dans les zones rurales, les mères d'enfant de moins de 2 ans reçoivent des bons pour l'achat de fruits et légumes frais et d'œufs auprès de détaillants locaux. Des activités d'orientation et des campagnes médiatiques ont été lancées au niveau des collectivités pour améliorer la diversité alimentaire. Au Kirghizistan, l'initiative « Cash Plus », qui vise à renforcer l'impact du programme national de transfert en espèces, a permis d'augmenter et de diversifier la production alimentaire et de stimuler les activités génératrices de revenus. En conséquence, 74 % des ménages participant à cette initiative ont augmenté leur productivité agricole et 90 % ont amélioré la diversité alimentaire et les résultats nutritionnels.

## **B. Promouvoir la sécurité économique pour des moyens de subsistance durables afin de lutter contre la pauvreté**

### **1. Croissance sans exclusion**

16. Certains secteurs ont été particulièrement touchés par la crise. Les pouvoirs publics ont apporté un soutien sectoriel pour aider les entreprises à surmonter la crise. En janvier 2021, l'Égypte a lancé une initiative de tourisme intérieur visant à stimuler le tourisme dans le pays en réduisant les prix des vols intérieurs qui relient les villes touristiques du pays<sup>12</sup>. La Namibie a mis en place le National Employment and Salary Protection Scheme et l'Emergency Income Grant, au titre desquels des subventions sont accordées aux employeurs, aux travailleurs et aux citoyens dans les secteurs fortement touchés par la crise, notamment le tourisme et l'hôtellerie, la pêche, le bâtiment, les petites et moyennes entreprises et le secteur non structuré de l'économie.

17. Les pouvoirs publics ont tiré parti de mesures économiques pour soutenir les secteurs et les personnes les plus durement touchés par la crise. De nombreux pays ont institué des allègements fiscaux et des exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) afin d'augmenter le revenu disponible des ménages à faibles revenus. L'Algérie et la Tunisie ont différé les paiements de l'impôt sur le revenu. Les taxes à l'importation ont également été réduites ou levées sur les produits de première nécessité. Les Comores ont réduit de 30 % les taxes à l'importation sur les aliments et les médicaments. Le Mali, la Mauritanie et le Tchad ont exonéré de taxes

<sup>11</sup> Kibrom Abay et al., « Ethiopia's social safety net effective in limiting COVID-19 impacts on rural food insecurity », Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 28 janvier 2021. Disponible à l'adresse suivante : [www.ifpri.org/blog/ethiopias-social-safety-net-effective-limiting-covid-19-impacts-rural-food-insecurity](http://www.ifpri.org/blog/ethiopias-social-safety-net-effective-limiting-covid-19-impacts-rural-food-insecurity).

<sup>12</sup> Egypt Today, « Egypt's initiative to promote domestic tourism extended to May 15 », 28 février 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.egypttoday.com/Article/4/99119/Egypt-s-initiative-to-promote-domestic-tourism-extended-to-May>.

d'importation les denrées alimentaires et autres produits de première nécessité. Les réductions ou les exonérations de la TVA réduisent le coût des biens essentiels pour les consommateurs. En conséquence, des exonérations temporaires de la TVA ont été accordées sur les produits de première nécessité (Afrique du Sud, République démocratique du Congo), les aliments et les médicaments (Mozambique) et les tarifs de l'électricité et de l'eau (Mali)<sup>13</sup>.

18. Les pouvoirs publics ont institué un allègement de la dette et des prêts sans intérêt pour les entreprises et les ménages vulnérables. L'Active Venture Capital Fund de l'Angola offre une ligne de crédit aux sociétés de microfinance, aux écoles de formation pratique, aux banques de crédit communautaires, sélectionnées par appel d'offres public, qui souhaitent rendre opérationnel un processus d'attribution de microcrédits aux femmes et aux jeunes entrepreneurs dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage bovin et de la production de volaille de ponte, de la transformation alimentaire, de la logistique et de la distribution de produits agroalimentaires et produits de la pêche, de l'aquaculture, du recyclage des déchets solides urbains, des services de transport, des services de formation professionnelle, du développement de logiciels et de la production culturelle et artistique<sup>14</sup>. Cabo Verde a apporté son soutien aux institutions de microfinance afin qu'elles offrent des prêts sans intérêt aux ménages vulnérables. Au Nigeria, les commerçants ayant obtenu des prêts du Government Enterprise and Empowerment Programme ont bénéficié d'un moratoire de trois mois sur les remboursements<sup>15</sup>.

19. Les pouvoirs publics ont utilisé des outils numériques pour soutenir la continuité des activités et la viabilité des microentreprises et petites et moyennes entreprises, notamment au moyen du commerce électronique. Au Brunei Darussalam, ces entreprises bénéficient d'un soutien pour commercialiser leurs produits en ligne par l'intermédiaire d'une plateforme dédiée, un portail de répertoire unique pour le commerce électronique qui offre aux commerçants des possibilités d'utiliser les plateformes électroniques et les incite à le faire<sup>16</sup>.

20. Les envois de fonds constituent une bouée de sauvetage pour environ 800 millions de personnes dans le monde (soit une personne sur neuf) qui les reçoivent et les utilisent pour couvrir des dépenses essentielles telles que la nourriture, les frais médicaux, les frais de scolarité ou les frais de logement. Afin de soutenir les revenus pendant la crise, la Banque centrale du Qatar a levé les restrictions imposées aux employés de maison pour l'ouverture de comptes bancaires afin qu'ils puissent continuer de percevoir leur salaire et d'envoyer des fonds dans leur pays. Plusieurs pays ont temporairement suspendu les frais de transfert d'argent mobile (Cameroun, Ghana, Kenya, Rwanda et Zambie).

## 2. Protection sociale

21. Depuis le début de la crise de COVID-19, il y a eu une expansion exponentielle des mesures de protection sociale. Le « document évolutif » publié par la Banque mondiale donne une image en temps réel des mesures de protection sociale prises par les pays. Il en ressort que, entre le 20 mars 2020 et le 14 mai 2021, un total de 3 333

<sup>13</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>14</sup> Beyond Angola Advisors, « Medidas imediatas de estímulo para empresas e particulares, em resposta à pandemia do coronavirus », 8 avril 2020. Disponible en portugais à l'adresse suivante : <https://beyond.co.ao/medidas-imediatas-de-estimulo-para-empresas-e-particulares-em-resposta-a-pandemia-do-coronavirus/>.

<sup>15</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>16</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.ekadaibrunei.bn](http://www.ekadaibrunei.bn).



mesures de protection sociale ont été planifiées ou mises en œuvre par 222 pays<sup>17</sup>. Dix-huit pour cent des plans de relance mondiaux ont été consacrés à des mesures de protection sociale. Les dépenses totales de protection sociale ont augmenté de près de 270 % entre décembre 2020 et mai 2021, et ont atteint 2 900 milliards de dollars (soit 3 % du PIB mondial en 2021). Ce chiffre est 4,5 fois supérieur aux dépenses du secteur pendant la grande récession de 2008-09.

#### a) Aide sociale

22. L'aide sociale constitue la majeure partie des mesures de protection sociale mondiales (55 %) et la principale forme de soutien dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe et de l'Asie centrale. Le nombre de mesures d'aide sociale a augmenté de 120 % entre décembre 2020 et mai 2021. Dans les pays à faible revenu, ces mesures constituent 70 % des interventions de protection sociale. En Afrique, l'aide sociale a représenté 86 % de toutes les interventions enregistrées (dont plus de la moitié étaient des transferts en espèces). En proportion des dépenses, 58 % des dépenses mondiales de protection sociale sont consacrées à l'aide sociale (1700 milliards de dollars)<sup>18</sup>.

23. Parmi les mesures d'aide sociale, les transferts en espèces sont l'instrument de choix de la plupart des gouvernements. Entre 2020 et 2021, près de 17 % de la population mondiale a bénéficié d'au moins un transfert en espèces lié à la COVID-19. Rien que par sa taille, le programme Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana en Inde est le plus grand programme au monde de transfert en espèces lié à la COVID-19, touchant plus de 206 millions de personnes, soit 15 % de la population. Parmi les autres grands programmes, il convient de citer le premier chèque de relance des États-Unis d'Amérique (160 millions de bénéficiaires, soit 49 % de la population), le programme universel unique au Japon (116,5 millions de bénéficiaires, soit 93 % de la population) et le programme Ehsaas au Pakistan (100 millions de bénéficiaires, soit 45 % de la population). Les pays ont affichés de grandes disparités en ce qui concerne le taux de couverture des transferts en espèces. Dans les pays à faible revenu, le taux de couverture de ces transferts était de 4,5 % de leur population, ce qui correspond à 4 fois moins que le taux moyen des pays à revenu intermédiaire (19,3 %) et près de 6 fois moins que celui des pays à revenu élevé (26,7 %). Les montants versés ont été relativement généreux puisqu'ils correspondent en moyenne à 31 % du PIB mensuel par habitant, allant de 18 % en Amérique du Nord à 52 % en Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, la taille moyenne des transferts a augmenté de 92 % par rapport aux niveaux d'avant la COVID-19. La durée des programmes de transfert en espèces est en moyenne de 4 mois, ce qui, pour courte qu'elle soit, représente une augmentation de près d'un mois par rapport aux niveaux d'avant décembre 2020.

24. La plupart des programmes de transfert en espèces sont entièrement nouveaux (69 %), tandis que le reste correspond à l'élargissement ou à l'adaptation de programmes existants, les pays s'employant à innover et à cibler de nouvelles populations qui ont été les plus durement touchées par la crise et n'étaient pas couvertes par les programmes existants. Saint-Marin a établi un revenu familial mensuel minimum garanti pendant la pandémie s'élevant à 580 euros, montant majoré de 150 euros pour le conjoint et de 50 euros pour chaque membre à charge de la famille, et de 50 % du coût du loyer. En Malaisie, des prestations ponctuelles en

<sup>17</sup> Source des données mondiales sur les mesures de protection sociale présentées dans cette section : Ugo Gentilini et al., « Social protection and jobs responses to COVID-19: a real-time review of country measures », « living paper » version 15 (Washington, D.C., Banque mondiale, 14 mai 2021). Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>.

<sup>18</sup> Ibid.



espèces ont été versées à 5,2 millions de ménages (61 % de l'ensemble des ménages) par l'intermédiaire du programme « *Bantuan Prihatin Nasional* ». Aux Philippines, le programme d'amélioration sociale visait à atteindre 18 millions de ménages à faible revenu et à revenu intermédiaire (75 % de l'ensemble des ménages) avec un transfert mensuel de 5 000 à 8 000 pesos philippins. Le Pérou a lancé une deuxième prime familiale universelle pour les familles vivant dans la pauvreté. La nouvelle subvention profitera à 8,4 millions de ménages<sup>19</sup>. En Égypte, l'initiative présidentielle « *Ahalina* » offre une subvention mensuelle aux travailleurs dont les moyens de subsistance sont gravement touchés par la crise. Elle compte environ 1,4 million de bénéficiaires.

25. Les programmes de protection sociale existants ont été étendus tant verticalement qu'horizontalement. L'expansion verticale de ces programmes permet aux bénéficiaires actuels de recevoir des prestations supplémentaires pendant une période déterminée. En Afrique, de nombreux gouvernements (dont ceux des pays suivants : Algérie, Angola, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Gambie, Lesotho, Liberia, Mozambique, Nigeria, Soudan et Tunisie) ont augmenté les transferts en espèces aux ménages pauvres et vulnérables. Au Cameroun et à Zanzibar (République-Unie de Tanzanie), les paiements des pensions sociales ont été augmentés de 20 %. Au Malawi, un paiement forfaitaire de 4 mois a été décaissé en avril 2020 dans le cadre du programme de transfert social en espèces, qui a ciblé les ménages ruraux ultra-pauvres et ceux aux prises avec des problèmes de main-d'œuvre, et a touché 7 % de la population totale à la date d'août 2020<sup>20</sup>. Au Sénégal, le programme de filet de sécurité sociale a été renforcé pour répondre aux besoins découlant de la crise. Pour les bénéficiaires sélectionnés, les transferts d'argent réguliers ont été complétés par un ensemble de mesures limitées dans le temps, notamment un accompagnement individuel et collectif, une sensibilisation de la communauté aux normes sociales, des associations villageoises d'épargne et de crédit, une formation aux aptitudes à la vie quotidienne, une formation à la microentreprise, des subventions forfaitaires en espèces et une facilitation de l'accès aux intrants et aux marchés<sup>21</sup>.

26. Les pays ont également investi dans l'expansion horizontale des programmes existants, dont ils ont augmenté la couverture en identifiant et en inscrivant de nouveaux bénéficiaires. En Afrique, la couverture du programme existant de transferts en espèces a été étendue aux ménages nouvellement tombés en situation de vulnérabilité (Cabo Verde, Égypte, Kenya, Lesotho, Malawi, Rwanda, Soudan du Sud et Togo). Au Nigeria, plus d'un million de nouveaux ménages ont été inscrits au projet national de filets de sécurité sociale et ont désormais droit à l'aide sociale régulière et à l'aide d'urgence COVID-19<sup>22</sup>. La Sierra Leone a élargi son programme *Ep Fet Po* ("Help to Fight Poverty") à la fois verticalement et horizontalement, en doublant les prestations mensuelles et en ajoutant 70 000 ménages aux bénéficiaires de transferts en espèces pendant neuf mois au titre de son filet de sécurité sociale COVID-19. Au Brésil, le programme *Bolsa Familia* a été étendu à un million de bénéficiaires supplémentaires. Une aide au revenu a également été fournie aux ménages vulnérables sous la forme de transferts en espèces aux travailleurs du secteur

<sup>19</sup> *Gestión*, « Bono Familiar Universal: preguntas y respuestas sobre el segundo subsidio que se entrega desde este sábado », 6 octobre 2020. Disponible en espagnol à l'adresse suivante : <https://gestion.pe/economia/bono-familiar-universal-preguntas-y-respuestas-sobre-el-segundo-subsidio-de-760-soles-nnda-nnlt-noticia/?ref=gesr>.

<sup>20</sup> The Transfer Project, « Malawi ». Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://transfer.cpc.unc.edu/countries/malawi/#programmes>.

<sup>21</sup> Colin Andrews et al., *The State of Economic Inclusion Report 2021: The Potential to Scale* (Washington, Banque mondiale, 2021). **Error! Hyperlink reference not valid.**

<sup>22</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

non structuré et travailleurs à faible revenu<sup>23</sup>. En Thaïlande, les critères pour bénéficier de l'aide sociale ont été assouplis.

27. Les gouvernements ont mis en place un train de mesures complètes qui combine à la fois de nouvelles mesures de transfert en espèces et l'expansion de mesures existantes. En Afrique du Sud, une augmentation des dépenses de 50 milliards de rands a été orientée vers les subventions sociales afin de soutenir directement un tiers de la population, notamment en augmentant le niveau des prestations de la pension de vieillesse et de l'allocation d'invalidité, en relevant l'allocation de soutien aux enfants, en procédant à un ensemble de transferts en nature, y compris une aide alimentaire, et en instituant la subvention COVID-19 Social Relief of Distress<sup>24</sup>.

28. Parallèlement aux transferts en espèces, d'autres mécanismes d'aide sociale « résilients face aux chocs » ont été mis en place, notamment l'exonération temporaire ou le report des échéances de paiement des factures des services publics afin d'augmenter le revenu disponible des ménages bénéficiaires. Il s'agissait d'un moyen relativement facile pour les pouvoirs publics d'apporter une aide dans les pays dépourvus de systèmes complets de protection sociale.

29. Certains pays ont apporté des changements au cadre législatif régissant leur système de protection sociale. En 2020, Antigua-et-Barbuda a promulgué une loi sur la protection sociale afin d'établir un cadre institutionnel et administratif plus solide. Le Conseil de la protection sociale et la Commission de la protection sociale, nouvellement créés, ont été investis de rôles et responsabilités clairs pour renforcer la coordination des programmes de protection sociale. La Thaïlande a modifié son cadre législatif afin de fournir des prestations accrues et d'établir des droits à l'assistance au titre de la protection sociale ; la loi sur la sécurité sociale couvre désormais les travailleurs du secteur non structuré, les travailleurs indépendants et les producteurs agricoles.

## b) Prestation de l'aide sociale

30. Dans certains pays, la prestation de l'aide sociale a été simplifiée et rapprochée des bénéficiaires. Au Qatar, le Ministère des transports et des communications a lancé le projet « Kiosques », qui fournit des services publics à tous les citoyens et aux entreprises privées par l'intermédiaire de kiosques en libre-service installés dans l'ensemble du pays. La Thaïlande a créé des groupes mobiles de prestation de services, qui ont fourni des services d'aide sociale à plus d'un million de personnes depuis 2020.

31. Les pays se sont employés à développer leur registre social et leurs systèmes d'identification nationaux. Le Nigeria a élargi son registre social, qui est passé de 9,5 millions de personnes avant la pandémie à 32,7 millions de personnes en mars 2021. Bien que tous n'aient pas accès à l'aide, le registre élargi a permis de les identifier plus facilement<sup>25</sup>. En 2017, le Gouvernement malawien a entrepris, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), une refonte de son système national d'enregistrement et d'identification en introduisant une carte

<sup>23</sup> Santosh Mehrotra, « An Alternative Fiscal Package to Mitigate India's COVID Economic Crisis », *The Indian Economic Journal*, vol. 69, No. 3 (juin 2021). Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/00194662211021366>.

<sup>24</sup> Rebecca Holmes et Abigail Hunt, « Have social protection responses to COVID-19 undermined or supported gender equality? » *Social protection responses to COVID-19 and beyond*, document de travail 611 (Londres, Overseas Development Institute, 2021). Disponible en anglais à l'adresse suivante : [https://cdn.odi.org/media/documents/ODI\\_Gender\\_final.pdf](https://cdn.odi.org/media/documents/ODI_Gender_final.pdf).

<sup>25</sup> Vidya Diwakar et Adeniran Adedeji, « Poverty dynamics and social protection in Nigeria », document de travail (Réseau consultatif sur la pauvreté chronique, 2021). Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://dl.orangedox.com/5TzXbDzS1rKxMcXsaF>.

d'identité biométrique à puce scannable. Depuis lors, il a progressivement cherché à relier ses ministères, départements et agences à ce système d'identifiant unique et a encouragé les institutions privées à adopter son utilisation, le but étant de freiner la corruption, d'améliorer l'efficacité et d'économiser les deniers publics. Par exemple, le Ministère de l'agriculture a mis en œuvre le nouveau programme d'intrants abordables en utilisant les cartes d'identité nationales biométriques. Cela a permis de vérifier les dossiers de 4 millions de petits exploitants et de supprimer près de 500 000 agriculteurs « fantômes ». Davantage de subventions sont ainsi disponibles pour les bénéficiaires légitimes et 27 millions de dollars d'économie ont pu être réalisés sur les coûts. Au nombre des changements spécifiquement liés à la COVID-19, il convient de citer une application mobile de validation des coupons au titre du programme de subvention des intrants agricoles (Farm Input Subsidy Programme), que le Ministère de l'agriculture a introduite en 2020. Depuis le lancement de cette application, le Gouvernement malawien a économisé plusieurs millions de kwacha par an, car il n'a plus besoin d'imprimer manuellement des coupons pour les subventions agricoles, opération qui était effectuée à l'extérieur du pays.

32. Les pays tirent parti des technologies numériques pour faciliter l'identification et l'inscription des bénéficiaires ainsi que le versement des transferts en espèces. Les technologies de paiement numérique peuvent faciliter le versement des subventions et permettent d'éviter les longues files d'attente en personne, qui sont peu propices à la distanciation sociale. Au Togo, la plateforme Novissi pour la protection sociale utilise l'apprentissage automatique, l'analyse géospatiale et les métadonnées des téléphones portables pour soutenir les populations vulnérables pendant la pandémie. Pour étendre la couverture, les villages et quartiers les plus pauvres sont sélectionnés à l'aide d'images satellites et de données sur la consommation des ménages. Dans ces villages et quartiers sélectionnés, les individus les plus pauvres sont identifiés grâce à des algorithmes prédictifs d'apprentissage automatique (formés à partir des métadonnées des téléphones portables et des données d'enquêtes téléphoniques). Entre novembre 2020 et mars 2021, la priorité a été accordée à 57 000 nouveaux bénéficiaires pour des paiements de protection sociale sans contact<sup>26</sup>. En Colombie, la collaboration entre le secteur public, les banques et les entreprises de technologie financière a permis à environ 2 millions de personnes d'ouvrir des comptes de dépôt pour la première fois entre mars et juin 2020 (bien plus que les 1,4 million de personnes qui ont ouvert leur premier compte en 2019). Cette augmentation marquée s'explique par la nouvelle obligation faite aux particuliers de disposer d'un compte bancaire pour recevoir l'aide liée à la pandémie<sup>27</sup>.

### c) Assurance sociale

33. Les programmes d'assurance sociale (ou régimes de protection sociale contributifs), qui représentent 21 % des réponses de protection sociale, ont augmenté de 110 % entre décembre 2020 et mai 2021. Les mesures adoptées sont notamment des exonérations ou subventions des cotisations sociales, des allocations de chômage, des congés de maladie payés, des pensions et des aides à l'assurance maladie.

<sup>26</sup> Banque mondiale, « Donner la priorité aux populations les plus pauvres d'Afrique de l'Ouest : voici comment la technologie a permis au programme de protection sociale Novissi au Togo de changer la donne pendant la pandémie », 13 avril 2021. Disponible à l'adresse suivante : [www.banquemonde.org/fr/results/2021/04/13/prioritizing-the-poorest-and-most-vulnerable-in-west-africa-togo-s-novissi-platform-for-social-protection-uses-machine-l](http://www.banquemonde.org/fr/results/2021/04/13/prioritizing-the-poorest-and-most-vulnerable-in-west-africa-togo-s-novissi-platform-for-social-protection-uses-machine-l).

<sup>27</sup> Francisco Miguel Aldaya, « COVID catalyzes financial inclusion in Colombia », S&P Global Market Intelligence, 23 juin 2020. Disponible à l'adresse suivante : [www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/covid-catalyzes-financial-inclusion-in-colombia-59068822](http://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/covid-catalyzes-financial-inclusion-in-colombia-59068822).

34. Dans de nombreux pays où ils existent, les régimes d'assurance chômage ont fourni rapidement une aide au revenu importante aux travailleurs licenciés. L'assurance sociale couvre une faible proportion de la main-d'œuvre dans les pays à faible revenu. Néanmoins, de nombreux gouvernements ont étendu l'admissibilité aux allocations de chômage ou augmenté le niveau des prestations. En Chine, la couverture de l'assurance chômage a été temporairement élargie en 2020 afin que les travailleurs migrants au chômage qui avaient été assurés pendant moins d'un an puissent y prétendre. La Thaïlande a augmenté à la fois le niveau et la durée des allocations de chômage. En Afrique du Sud, le Fonds d'assurance chômage a fourni une aide au revenu aux travailleurs temporairement licenciés, tandis que les chômeurs ne bénéficiant pas de l'aide du Fonds pouvaient demander à bénéficier du programme d'aide temporaire aux employés et aux employeurs spécialement mis en place. Cela peut servir de base à l'extension de l'assurance sociale aux travailleurs du secteur non structuré sur une base plus permanente<sup>28</sup>. Oman a institué son premier régime d'assurance chômage en novembre 2020<sup>29</sup>.

35. Afin d'assurer une sécurité de revenu aux personnes qui ne peuvent pas travailler, les prestations de maladie ont fait l'objet d'une attention particulière. De nombreux pays ont institué des mesures pour renforcer les prestations de maladie dans le contexte de la pandémie de COVID-19. À Singapour, il a été institué un système d'allocation pour les personnes mises en quarantaine, permettant aux employeurs et aux travailleurs indépendants de réclamer le paiement de 100 dollars singapouriens par jour pendant la période de quarantaine d'un travailleur.

### 3. Politiques du marché du travail

36. Les politiques actives du marché du travail et les réglementations du travail ont très fortement augmenté (près de 330 %) entre décembre 2020 et mai 2021. La gamme d'instruments comprend des ajustements de la réglementation du travail, des programmes de maintien de l'emploi (y compris par des subventions salariales), des mesures de formation et la réduction du temps de travail.

37. Les programmes de maintien de l'emploi visaient à inciter les entreprises à conserver leurs employés. La couverture, la portée et la durée de ces programmes varient considérablement. Le raisonnement était que les entreprises pouvaient rebondir rapidement une fois la crise immédiate passée, sans que les travailleurs ne perdent leur emploi. Dans certains pays, les subventions salariales ont ciblé de manière spécifique des secteurs ou des travailleurs spécifiques vulnérables, ou des demandeurs d'emploi, tandis que dans d'autres cas, elles ont été déployées à l'échelle nationale, couvrant l'ensemble ou la plupart des secteurs de l'économie (comme en République de Corée, à Singapour et au Viet Nam). La Thaïlande a accordé une subvention salariale de 62 % du salaire d'un travailleur pendant un maximum de 90 jours s'il avait été mis au chômage technique en raison de la fermeture de son entreprise par les pouvoirs publics. Le Botswana a mis en place une subvention salariale de 50 % pendant trois mois pour les entreprises touchées par la COVID-19. Des approches plus ciblées des programmes de maintien dans l'emploi ont également été mises en place. Le Lesotho a versé une subvention salariale de trois mois aux travailleurs des usines textiles. En Lituanie, les subventions à l'embauche accordées aux employeurs ont soutenu la création d'emplois pour les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes et

<sup>28</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>29</sup> Organisation internationale du Travail (OIT), « Oman institutes its first unemployment insurance scheme », 16 octobre 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/beirut/media-centre/news/WCMS\\_758289/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/beirut/media-centre/news/WCMS_758289/lang--en/index.htm).

les chômeurs de longue durée ou peu qualifiés<sup>30</sup>. Le Qatar a mis en place, en coopération avec la Chambre du Qatar, une plateforme électronique pour assurer la rotation des travailleurs sur les marchés du travail locaux. Grâce aux mesures budgétaires adoptées pour stabiliser l'économie et garantir les emplois, le chômage en Allemagne n'a pas augmenté de manière significative. Par exemple, grâce à l'assouplissement des critères d'admissibilité à l'allocation de chômage partiel conjoncturelle, 2 millions de personnes ont pu accepter des emplois de courte durée, contre 200 000 avant la crise. L'Argentine a adopté plusieurs mesures pour reconstruire le marché du travail. Par exemple, elle a versé la moitié du salaire minimum à environ 800 000 personnes afin de garantir un revenu de base tout en incitant au travail. Le Gouvernement prévoit de créer davantage de possibilités d'emploi dans les zones rurales ainsi que dans certaines industries, notamment le bâtiment, le textile, le recyclage, la production alimentaire et les soins de santé.

38. Les gouvernements ont mis en place des interventions ciblées pour soutenir les petites entreprises et les travailleurs indépendants, près de 7 travailleurs sur 10 dans le monde étant indépendants ou employés dans ce type d'entreprise<sup>31</sup>. Il s'agit notamment de subventions salariales (comme mentionné plus haut), de reports du paiement des impôts, de subventions financières, de prêts et crédits à taux bonifié et de reports, réductions ou exonérations du paiement des cotisations sociales. Le Brunéi Darussalam a mis en œuvre une série de mesures destinées à aider le secteur privé, en particulier les microentreprises et petites et moyennes entreprises, notamment un report de six mois du paiement des cotisations patronales au fonds fiduciaire des employés et aux pensions complémentaires contributives. Le Gouvernement a financé les cotisations aux pensions complémentaires contributives pour les travailleurs indépendants. D'autres dispositions en faveur des microentreprises et petites et moyennes entreprises sont notamment des réductions sur les loyers des bâtiments publics, sur les factures d'électricité et d'eau, et sur l'impôt sur les sociétés, ainsi que des subventions salariales pour les employés de ces entreprises qui remplissent certaines conditions. La Namibie a soutenu les entreprises par une réduction des taux d'intérêt, le versement de subventions salariales et la négociation des délais de remboursement des dettes, ainsi qu'un soutien au crédit. La banque centrale du Qatar a attribué des garanties d'un montant de 3 milliards de riyals qatariens aux banques locales pour qu'elles offrent des prêts à taux bonifié aux petites et moyennes entreprises (PME) touchées afin de les aider à couvrir les coûts liés aux salaires et aux loyers dans le cadre du programme national de garantie destiné à soutenir le secteur privé. La Banque de Sierra Leone a lancé une facilité de crédit d'un montant de 500 milliards de leones pour soutenir la production, les importations et la distribution de produits de base essentiels à des taux d'intérêt concessionnels. Le Gouvernement sierra-léonais a également institué un report d'impôts pour les fabricants et les importateurs de produits de base et un allègement fiscal de trois mois pour les secteurs de l'hôtellerie et de l'aviation. En Islande, les subventions de résilience aident les entreprises (ayant subi une perte de revenus de 60 % ou plus) à maintenir un niveau minimum d'activité. L'Eswatini a offert des remboursements d'impôts aux PME qui ont gardé leurs employés à plein salaire pendant le confinement.

<sup>30</sup> Lituanie, Ministère de la sécurité sociale et du travail, « Relevant for residents affected by the pandemic: what State support you can use », 5 janvier 2021. Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://socmin.lrv.lt/en/news/relevant-for-residents-affected-by-the-pandemic-what-state-support-you-can-use>.

<sup>31</sup> Organisation internationale du Travail, « Small businesses and self-employed provide most jobs worldwide and in Asia », 11 octobre 2019. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.ilo.org/asia/media-centre/news/WCMS\\_723553/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/asia/media-centre/news/WCMS_723553/lang--en/index.htm).

39. Les pays ont augmenté les investissements dans les nouveaux programmes existants de rémunération du travail et de travaux publics et ont introduit de nouveaux programmes. En Azerbaïdjan, 38 000 emplois publics rémunérés ont été créés pour assurer un emploi actif aux chômeurs qui avaient du mal à trouver un emploi. En Inde, 40 millions de personnes dépendaient du programme national de garantie de l'emploi rural pour assurer leur emploi et leur subsistance en juin 2020, soit le plus grand nombre d'inscriptions jamais enregistré dans ce programme. En Afrique du Sud, le programme élargi de travaux publics a connu une forte augmentation de la demande pendant la crise et a employé 800 000 Sud-Africains vulnérables pendant le confinement à l'échelle nationale. Il a élargi des projets existants et en a lancé de nouveaux, notamment en ce qui concerne les services essentiels tels que le nettoyage et la désinfection des espaces publics, l'éducation sanitaire et les centres de santé publique, le développement de la petite enfance, la gestion de l'eau et les programmes de soutien scolaire. En partenariat avec des ONG, il a engagé 20 000 jeunes pour soutenir la distribution de désinfectants et de savons<sup>32</sup>. Au Kenya, le programme national d'hygiène récemment lancé (Kazi Mtaani) a offert des possibilités d'emploi avec un salaire journalier à plus de 250 000 jeunes, qui ont participé au nettoyage des rues et des égouts, à la collecte des déchets, à la fumigation et à la désinfection<sup>33</sup>. La Sierra Leone a lancé un processus de passation de marchés pour la remise en état de 1 200 km de routes principales et secondaires, qui devrait créer 5 000 emplois pour les jeunes et aider à relier les agriculteurs aux marchés. En Afrique du Sud, en Éthiopie et au Rwanda, l'obligation de travailler pour les travaux publics a été supprimée en raison des difficultés à faire respecter la distanciation sociale ; les participants ont continué de recevoir des salaires et des transferts alimentaires comme forme de soutien au revenu<sup>34</sup>.

40. Les pays ont modifié leur législation du travail afin d'améliorer la protection des travailleurs et la sécurité des revenus. En 2020, l'Inde a publié des directives visant à soumettre tous les agrégateurs de véhicules à un nouveau cadre réglementaire. Les mesures visent à garantir la sécurité des clients, à officialiser les travailleurs indépendants (en l'occurrence les chauffeurs) et à responsabiliser davantage les entreprises de covoiturage<sup>35</sup>.

### C. Investir dans les capacités humaines et le bien-être de tous

41. Les stratégies d'éradication de la pauvreté et de la faim sont plus efficaces lorsqu'elles reposent sur le principe selon lequel les privations se chevauchent. Les personnes à faible revenu souffrent en grande majorité de multiples formes de privations dans les domaines de l'éducation, de la santé et dans de nombreux autres domaines servant d'indicateur du niveau de vie (notamment le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité, au logement, aux ressources et au combustible de cuisson), ce qui perpétue également la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Ces privations simultanées sont étroitement imbriquées et se renforcent mutuellement. Garantir à chacun l'accès universel aux

<sup>32</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Public employment programmes in the time of COVID-19 », 25 août 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.fao.org/3/cb0882en/CB0882EN.pdf](http://www.fao.org/3/cb0882en/CB0882EN.pdf).

<sup>33</sup> Business Ghana, « National Hygiene Program Creates Jobs for Kenyans in Informal Settlements », 12 octobre 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.businessghana.com/site/news/politics/224004/National-Hygiene-Program-Creates-Jobs-for-Kenyans-in-Informal-Settlements](http://www.businessghana.com/site/news/politics/224004/National-Hygiene-Program-Creates-Jobs-for-Kenyans-in-Informal-Settlements).

<sup>34</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>35</sup> Shreya Nandi, « New regulations for cab aggregators to uplift drivers' lives », Mint, 30 novembre 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.livemint.com/news/india/new-regulations-for-cab-aggregators-to-uplift-drivers-lives-11606706104098.html](http://www.livemint.com/news/india/new-regulations-for-cab-aggregators-to-uplift-drivers-lives-11606706104098.html).



services et aux infrastructures de base est essentiel pour assurer un relèvement inclusif et équitable ; c'est également un facteur clef pour l'élimination de la pauvreté. Cela suppose l'accès à une eau potable gérée de façon sûre, à des services d'assainissement, à des écoles de qualité, à des transports publics, à des services de soins de santé de qualité dont les populations peuvent bénéficier sans encourir de difficultés financières, à des logements abordables et une connexion fiable et abordable à Internet. Des efforts exceptionnels sont nécessaires pour remédier aux pertes d'apprentissage causées par la crise de la COVID-19.

## 1. Éducation

42. La crise a stimulé l'innovation dans l'enseignement à distance pour maintenir la continuité de l'apprentissage. Les écoles ayant fermé leurs portes, les cours ont été déplacés en ligne. Les technologies numériques offrent un potentiel considérable pour améliorer et développer l'enseignement à distance et mettre en place des systèmes éducatifs plus ouverts, plus inclusifs et plus souples après la pandémie. Le Qatar a lancé une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne (Mzeed) qui offre des ressources numériques et interactives aux étudiants, notamment des livres interactifs, des manuels au format PDF, des vidéos, des enregistrements audio et d'autres matériels d'apprentissage numériques, ainsi que la plateforme « QLearning » qui facilite et soutient tous les services d'apprentissage à distance<sup>36</sup>.

43. La télé-école a entraîné des investissements dans la connectivité des écoles. Chypre a investi dans les salles de classe numériques et dans la fourniture des équipements et services d'appui nécessaires. Les technologies numériques peuvent également contribuer à combler le fossé entre les zones urbaines et rurales en matière de niveau d'éducation. Au Burundi, des cartes SD destinées aux téléphones portables et préchargées de contenus audio sont distribuées aux enfants des zones difficiles à atteindre pendant la crise sanitaire de la COVID-19<sup>37</sup>.

44. Les pays ont tiré parti du volontariat pour faire progresser l'utilisation des technologies numériques dans l'éducation. Les jeunes peuvent être des « ambassadeurs » des outils numériques au sein de leur communauté locale. Au Zimbabwe, le projet IGATE-T vise à améliorer les chances de vie de 70 000 filles marginalisées grâce à l'apprentissage. Il recrute des « champions de l'apprentissage communautaire », qui bénéficient d'une allocation mensuelle de données sur leur téléphone portable pour leur permettre de partager les activités d'apprentissage quotidiennes avec les parents et les soignants<sup>38</sup>.

45. Pour faire face aux fermetures d'écoles en raison de la COVID-19, on s'est employé à faire en sorte que les possibilités d'apprentissage soient également disponibles hors ligne dans les régions où la connectivité est limitée. C'est ce que font de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, où l'internet n'est pas facilement accessible à tous. En Azerbaïdjan, des cours ont été diffusés sur les chaînes de télévision d'État ; de mars 2020 à avril 2021, 4 274 leçons télévisées au total ont été diffusées et ont touché plus de 1,6 million d'étudiants. L'Égypte a lancé

<sup>36</sup> Qatar, Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, « COVID-19 efforts ». Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.edu.gov.qa/en/Pages/Corona.aspx](http://www.edu.gov.qa/en/Pages/Corona.aspx).

<sup>37</sup> Zoé Allier-Gagneur et Caitlin Moss Coflan, « Your questions answered: using technology to support gender equity, social inclusion and out-of-school learning », EdTech Hub, 14 juin 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://docs.edtechhub.org/lib/VX7UW757/download/G2HUI699/Allier-Gagneur%20and%20Moss%20Coflan%20-%202020%20-%20Using%20technology%20to%20support%20gender%20equity%2C%20social%20.pdf>.

<sup>38</sup> The Open University, International Development Office, « IGATE-T ». Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.open.ac.uk/about/international-development/projects-and-programmes/igate-t-improving-gender-attitudes-transition-and-education-outcomes](http://www.open.ac.uk/about/international-development/projects-and-programmes/igate-t-improving-gender-attitudes-transition-and-education-outcomes).



les chaînes de télévision éducatives Madrasatona. De nombreux pays ont mis en place des stratégies à plusieurs volets, qui associent l'apprentissage numérique à des outils d'apprentissage à distance plus traditionnels (télévision, radio et presse écrite). En Colombie, une stratégie d'éducation nationale combine l'enseignement en ligne, l'enseignement hors ligne et la radiodiffusion. Parallèlement à Aprender Digital, une plateforme nationale organisée par niveau qui contient plus de 80 000 ressources numériques, le Gouvernement prépare un kit destiné à soutenir l'apprentissage à domicile pour les ménages non connectés et diffuse des programmes éducatifs à la radio et à la télévision pour les apprenants de l'école primaire au collège<sup>39</sup>. En Équateur, au Paraguay, au Pérou et en République dominicaine, une plateforme nationale d'éducation en ligne existe parallèlement à la diffusion de matériel pédagogique à la radio et à la télévision<sup>40</sup>.

46. Les pays apportent également leur soutien pour renforcer la capacité d'adaptation des enseignants, des parents et des élèves à l'enseignement et à l'apprentissage à distance. En Équateur, un groupe d'information national (accessible par téléphone et par courrier électronique) a été créé pour fournir des conseils aux enseignants et aux parents ainsi qu'un soutien psychologique et pédagogique aux parents et aux élèves<sup>41</sup>. Dans de nombreux pays, des directives et des protocoles visant à garantir un retour en toute sécurité dans les écoles ont été mis en place afin de soutenir les efforts pour revenir à l'enseignement en présentiel. Le Qatar a nommé du personnel médical dans les centres d'examen du diplôme de fin d'études secondaires et les centres d'éducation pour adultes afin de garantir un environnement sûr aux étudiants.

## 2. Soins de santé

47. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance cruciale de l'accès universel aux soins de santé. De nombreux pays ont injecté d'importantes ressources supplémentaires dans le secteur de la santé depuis le début de la crise. En Égypte, le Ministère de la santé et de la population a bénéficié pour 2020/21 d'une allocation budgétaire en augmentation de 100 %. L'Indonésie a consacré au secteur de la santé environ un cinquième de son plan de relance annoncé en mars 2020<sup>42</sup>. Les pays ont également cherché à accroître la couverture sanitaire. Ils ont renoncé aux frais et subventionné l'assurance maladie pour faire en sorte que les plus vulnérables aient accès aux soins de santé. L'Indonésie a fourni un traitement médical gratuit à tous, indépendamment du statut d'inscription au régime national d'assurance maladie (BPJS Kesehatan). Le Rwanda a apporté des modifications à son régime d'assurance maladie communautaire afin d'améliorer l'accès des pauvres et a supprimé la période d'attente entre l'inscription et l'éligibilité d'accès aux services médicaux<sup>43</sup>. Au Maroc, le Programme national d'assistance médicale, un régime d'assurance maladie non contributif destiné aux ménages vulnérables, qui couvre 20 % de la population, a été mis à profit pour offrir une indemnisation pendant les périodes de quarantaine. Il a également été élargi aux travailleurs du secteur non structuré qui ont perdu leurs

<sup>39</sup> Voir <https://contenidos.colombiaprende.edu.co> et [www.enticconfio.gov.co](http://www.enticconfio.gov.co).

<sup>40</sup> Cristobal Cobo, Robert Hawkins et Helena Rovner, « How countries across Latin America use technology during COVID19-driven school closures », Banque mondiale, 31 mars 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/education/how-countries-across-latin-america-use-technology-during-covid19-driven-school-closures>.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> OIT et Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, « Social protection responses to COVID-19 in Asia and the Pacific: the story so far and future considerations », 19 août 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms\\_753550.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_753550.pdf).

<sup>43</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) « COVID-19: compilation of social protection measures and resources of relevance to sub-Saharan Africa », 2020.

moyens de subsistance<sup>44</sup>. En Afrique du Sud, la COVID-19 a relancé les débats politiques sur les plans de création d'un régime national d'assurance maladie<sup>45</sup>. Les pays ont cherché à accroître la couverture sanitaire par des moyens législatifs et réglementaires. En Azerbaïdjan, l'Agence nationale pour l'assurance maladie obligatoire a commencé à introduire ce type d'assurance dans tout le pays en janvier 2020.

48. Les pays ont utilisé des moyens numériques pour contenir la propagation du virus. En Bulgarie, une application mobile permet aux utilisateurs de signaler quotidiennement leur état de santé et un portail web fournit des données épidémiologiques actualisées et des informations sur les mesures prises<sup>46</sup>. En Sierra Leone, la lutte contre la COVID-19 a été facilitée par la technologie mise en place après la fin de la crise Ebola en 2016/17, lorsque le pays était devenu le premier de la région Afrique de l'OMS à transformer son système national de surveillance des maladies, passant d'un système sur papier à une plateforme électronique sur le web.

49. Les outils numériques aident également les personnes à revenir à la normale en réduisant au maximum les risques pour la santé. En Chine, le « code santé » qui est généré par une application pour téléphone mobile est devenu un laissez-passer permettant aux gens de retourner au travail et à l'école et de se déplacer. Sur les lieux de travail, la mise en œuvre de mesures de prévention et de protection contre la COVID-19 a été soutenue par l'établissement de directives, l'organisation d'inspections et l'utilisation d'outils numériques. À Chypre, un outil interactif d'évaluation des risques accessible en ligne a été adopté à la suite d'une collaboration avec l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail.

50. La cybersanté joue un rôle de plus en plus essentiel à la réalisation de la couverture sanitaire universelle. Le passage au numérique des services de santé est devenu de plus en plus une réalité pendant la crise, stimulé par l'accélération de la transformation numérique. En Azerbaïdjan, les hôpitaux sont équipés de logiciels, de nouveaux systèmes d'enregistrement et d'un système d'information qui favorisent la numérisation de l'approvisionnement en médicaments et en articles médicaux consommables. Au Danemark, une initiative stratégique de numérisation a été élaborée, sur la base des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, pour veiller à ce que les nouveaux outils numériques soutiennent un système de santé plus résilient et plus durable.

51. Les pays ont mis davantage l'accent sur le soutien en matière de santé mentale, car les troubles de la santé mentale ont augmenté pendant la crise. En Malaisie, en partenariat avec les agences gouvernementales, Mercy Malaysia a lancé la ligne d'assistance téléphonique pour les premiers secours psychologiques. Dans les centres de quarantaine et les hôpitaux, des équipes de santé mentale et de services de soutien psychologique ont été déployées pour les patients atteints de COVID-19 et le personnel soignant. Aux Philippines, un programme dédié a été mis en place pour apporter un soutien en matière de santé mentale et de psychologie aux personnes et aux familles touchées par la COVID-19 et d'autres situations de crise, grâce à plusieurs outils de communication (courriel, un portail web, téléphone et une application mobile). Au Mexique, l'Institut mexicain de sécurité sociale offre des services de consultation téléphonique en psychologie et en psychiatrie pour soutenir

<sup>44</sup> Andrew Shepherd, « Measures to prevent impoverishment and get back on track », juillet 2021. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2021/07/Andrew-Shepherd-paper.pdf](http://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2021/07/Andrew-Shepherd-paper.pdf).

<sup>45</sup> Steve Reid, « COVID-19 holds lessons for South Africa's universal healthcare plans », Down to Earth, 18 mai 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.downtoearth.org.in/blog/africa/covid-19-holds-lessons-for-south-africa-s-universal-healthcare-plans-71206](http://www.downtoearth.org.in/blog/africa/covid-19-holds-lessons-for-south-africa-s-universal-healthcare-plans-71206).

<sup>46</sup> Voir <https://coronavirus.bg/>.

les personnes souffrant d'anxiété et de dépression découlant des mesures de confinement.

### 3. Eau potable et assainissement

52. Les pays ont pris des mesures pour maintenir l'accès à l'eau potable pendant la pandémie afin de soutenir les normes d'assainissement et d'hygiène. En Égypte, le Gouvernement a reporté le paiement des factures des services publics de distribution pour les consommateurs résidentiels et commerciaux, y compris des factures d'eau. En novembre 2020, la société holding du pays pour l'eau et les eaux usées a lancé un portail en ligne et une appli pour les factures d'eau afin de faciliter la prestation de services et le paiement à distance. Les entreprises publiques ont joué un rôle important en appliquant des moratoires sur le paiement des factures des services publics de distribution (eau et électricité), comme ce fut le cas au Costa Rica. Au Togo, la gratuité de l'accès à l'eau pendant l'urgence sanitaire est devenue une priorité, à travers des mesures telles que la gratuité des bornes-fontaines publiques et de l'eau fournie aux mini-réseaux d'adduction d'eau potable et aux stations d'eau autonomes, ainsi qu'aux forages de puits publics dans les zones rurales<sup>47</sup>.

### 4. Logement

53. Les pays ont imposé des moratoires sur les expulsions, décrété la stabilisation des loyers et accordé des moratoires fiscaux aux propriétaires fonciers. Aux États-Unis, une aide financière est accordée aux ménages qui ne sont pas en mesure de payer le loyer ou les charges, dans le cadre du programme Emergency Rental Assistance<sup>48</sup>. Le Gabon a suspendu le paiement des loyers pour les ménages à faibles revenus pendant le confinement.

## D. Répondre aux besoins spécifiques des groupes marginalisés et défavorisés et des personnes en situation de vulnérabilité

54. Les mesures de protection sociale doivent soutenir les plus vulnérables. Le principe d'universalité dans la prestation de services ne peut être réalisé que par des interventions délibérées et ciblées, axées sur les personnes vulnérables et défavorisées qui sont aux prises avec des obstacles multiples et renforcés les empêchant d'accéder à ces services.

55. Les peuples autochtones ont été touchés de manière disproportionnée par la crise. Aux États-Unis, on a prévu au titre des allocations de secours COVID-19 destinées à remédier aux vulnérabilités des peuples autochtones pendant la crise plus de 6 milliards de dollars de subventions fédérales pour soutenir leurs services de santé et autres systèmes de santé autochtones, 1,2 milliard de dollars pour le logement et plus de 1,1 milliard de dollars pour les programmes d'enseignement primaire, secondaire et supérieur<sup>49</sup>.

<sup>47</sup> Banque africaine de développement, « Au Togo, les populations rurales bénéficient du programme gouvernemental de riposte [à la] COVID-19 soutenu par la Banque africaine de développement », 3 mai 2021. Disponible à l'adresse suivante : [www.afdb.org/en/news-and-events/au-togo-les-populations-rurales-beneficient-du-programme-gouvernemental-de-riposte-au-covid-19-soutenu-par-la-banque-africaine-de-developpement-43460](http://www.afdb.org/en/news-and-events/au-togo-les-populations-rurales-beneficient-du-programme-gouvernemental-de-riposte-au-covid-19-soutenu-par-la-banque-africaine-de-developpement-43460).

<sup>48</sup> États-Unis, Département du Trésor, « Emergency Rental Assistance Program ». Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://home.treasury.gov/policy-issues/coronavirus/assistance-for-state-local-and-tribal-governments/emergency-rental-assistance-program>.

<sup>49</sup> Mark Walker et Emily Cochrane, « Tribal Communities Set to Receive Big New Infusion of Aid », The New York Times, 18 mars 2021. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.nytimes.com/2021/03/18/us/politics/tribal-communities-stimulus-coronavirus.html](http://www.nytimes.com/2021/03/18/us/politics/tribal-communities-stimulus-coronavirus.html).

56. Les gouvernements ont mis en place des mesures spécifiques pour soutenir l'éducation et les perspectives d'emploi des jeunes. En Azerbaïdjan, le Gouvernement a pris en charge les frais de scolarité de 21 000 étudiants issus de familles socialement vulnérables. À Monaco, un programme d'aide à l'emploi des jeunes a soutenu l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en permettant aux entreprises qui les ont recrutés de bénéficier du remboursement des cotisations patronales pendant une durée maximale de deux ans<sup>50</sup>. Grâce à un financement de la Banque asiatique de développement, les Philippines ont investi dans le programme JobStart Philippines, numérisant certains aspects du programme et créant un site web (Youth Employment Exchange) pour mettre en relation les entreprises privées et les stagiaires JobStart.

57. L'investissement dans l'éducation et la protection de la petite enfance peut contribuer de manière significative à réduire la pauvreté touchant les enfants et à rompre les cycles intergénérationnels de la pauvreté. Des conditions de vie insalubres, le stress chronique de la pauvreté et l'absence de stimulation et de possibilités d'apprentissage adéquates au cours des premières années peuvent réduire les chances de réussite des enfants tout au long de leur vie. Les pays ont pris des mesures visant les enfants. En Angola, la ligne d'assistance téléphonique de SOS Criança a été mise en place pour signaler les cas de violence contre les enfants. Des modes opératoires normalisés pour la protection de l'enfance ont été mis en place début 2020 pour établir les rôles et attributions de chaque secteur qui intervient dans le domaine de la protection de l'enfance. En Australie, le lancement du Early Childhood Education and Care Relief Package, d'un montant de 1,6 milliard de dollars, a donné un coup de fouet au secteur de la garde d'enfants<sup>51</sup>. En Islande, le seuil de revenu pour les allocations familiales sera relevé de manière permanente à compter de 2021.

58. Les personnes âgées ont fait l'objet de mesures ciblées. Cabo Verde et la Mauritanie ont mis en place de nouveaux programmes de transferts en espèces pour les personnes âgées pendant la crise<sup>52</sup>. Au Bangladesh, un soutien nécessaire a été apporté aux personnes âgées sous la forme de l'allocation de vieillesse.

59. Les personnes handicapées ont été exposées à des risques accrus d'infection par le virus et de difficultés économiques pendant la crise. Pour soutenir les personnes handicapées, l'Égypte, a lancé un test automatique de diagnostic des symptômes de la COVID-19 à l'aide de dialogueurs (chatbots) en langue des signes via l'application Wasel, parallèlement au site web Tamkeen. En Islande, après un paiement unique en 2020 aux bénéficiaires de pensions d'invalidité et de réadaptation, des changements permanents ont été apportés au début de 2021 au système de pensions d'invalidité, ce qui a augmenté les prestations de sécurité sociale versées aux pensionnés d'invalidité les moins bien payés<sup>53</sup>. La Mauritanie et la Tunisie ont mis en place de nouveaux programmes de transfert en espèces pour les personnes handicapées.

60. Les gouvernements ont mis en place des programmes destinés aux travailleurs du secteur non structuré, qui ont un accès minimal à la protection sociale. Les pays ont imaginé diverses solutions pour inscrire ces travailleurs dans les systèmes de protection sociale. En Thaïlande, les travailleurs du secteur non structuré se sont

<sup>50</sup> Monaco, « Mesures concernant les salariés ». Disponible à l'adresse suivante : <https://service-public-entreprises.gouv.mc/Covid-19/Relance-economique/Emploi/Mesures-concernant-les-salaries>.

<sup>51</sup> Kelsie Iorio, « Le Premier ministre a annoncé que les familles pourront avoir accès à des services de garde d'enfants gratuits pendant la pandémie de coronavirus. Comment cela va-t-il se passer ? », ABC News, 2 avril 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.abc.net.au/news/2020-04-02/free-childcare-explain-coronavirus-covid-19/12115062](http://www.abc.net.au/news/2020-04-02/free-childcare-explain-coronavirus-covid-19/12115062).

<sup>52</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>53</sup> Islande, « Le Gouvernement islandais a annoncé diverses mesures visant à atténuer les effets économiques et sociétaux de l'épidémie de coronavirus », 20 novembre 2020. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.government.is/government/covid-19/](http://www.government.is/government/covid-19/).

inscrits en ligne via un formulaire nouvellement créé dans le cadre d'un programme qui leur verse 5 000 bahts par mois pendant trois mois. En conséquence, 16 millions de travailleurs, soit 45 % de la population active, ont été inscrits au régime. Au Sri Lanka, un salaire de 5 000 roupies par jour a été versé aux travailleurs vulnérables, en faisant appel à des administrateurs locaux pour vérifier les demandes. Le Viet Nam a fourni un soutien aux travailleurs du secteur non structuré par l'intermédiaire de son organisation de sécurité sociale.

61. Il importe de prendre davantage en compte la question du genre dans les interventions face à la COVID-19 pour remédier aux conséquences négatives sur la couverture des femmes et leurs droits à prestations. La base de données COVID-19 Global Gender du PNUD montre que 32 % seulement des 4 968 mesures enregistrées (au 3 décembre 2021) étaient sensibles au genre<sup>54</sup>. De nombreuses mesures sensibles au genre sont axées sur la prévention de la violence contre les femmes et les filles ou sur la lutte contre ce phénomène. En Thaïlande, le Centre d'assistance sociale a porté de 15 à 60 le nombre de lignes téléphoniques d'appel à l'aide d'urgence, et des centres de coordination pour les femmes et les filles ont été créés dans les provinces frontalières du sud. Au Soudan du Sud, des lignes d'assistance téléphonique ont été mises en place pour aider les victimes de violences fondées sur le genre en leur fournissant des informations et en les mettant en relation avec le prestataire de services le plus proche, notamment les centres de protection de la famille. Il faut redoubler d'efforts pour améliorer la collecte et l'utilisation des données sur la violence contre les femmes dans le contexte de la COVID-19. Au Cameroun, une enquête a été lancée par le Bureau central des recensements et des études de population et le Ministère de la promotion de la femme et de la famille, avec le soutien de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), afin d'évaluer l'incidence de la COVID-19 et des mesures gouvernementales sur la vie quotidienne. Cette enquête portait notamment sur la violence fondée sur le genre, ainsi que sur la répartition des tâches ménagères et des soins entre les hommes et les femmes. Elle a été menée via les plateformes de médias sociaux.

62. Certains pays ont pris des mesures pour assurer la sécurité économique des femmes, notamment des mesures de protection sociale, des mesures relatives au marché du travail et des mesures de soutien aux secteurs féminisés des économies nationales. Aux Maldives, un projet intitulé « Protecting women and children: digitalizing and streamlining social services and creating a unified platform for national care » (Protéger les femmes et les enfants : numériser et rationaliser les services sociaux et créer une plateforme unifiée pour les soins nationaux), qui est soutenu par les Nations Unies, vise à améliorer les prestations et services de protection sociale résilients face aux chocs offerts aux femmes et aux filles. Dans le cadre de ce projet, un soutien sera apporté pour améliorer la collecte de données sur les populations vulnérables (notamment les enfants, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes vivant dans la pauvreté) et assurer à ces populations un meilleur accès à la protection sociale. Enfin, le projet vise à mettre en place un système de protection sociale intégré, inclusif et durable, fondé sur les principes d'un revenu minimum universel et ouvrant la voie à un système national de protection sociale numérisé<sup>55</sup>. Au Liberia, le gouvernement a accordé des crédits aux vendeurs de rue, en mettant l'accent sur les femmes. Grâce au programme de prêts bancaires aux femmes des marchés et aux petits commerçants du secteur informel, le

<sup>54</sup> Voir <https://data.undp.org/gendertracker/>.

<sup>55</sup> The Edition, « Maldives-UN sign project on digitising social services to protect women and children », 21 janvier 2021. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [https://edition.mv/covid\\_19/21655](https://edition.mv/covid_19/21655).

Gouvernement remboursera intégralement les prêts dus par les femmes des marchés et les petits commerçants des comtés touchés<sup>56</sup>.

63. Des mesures ont également été prises pour soutenir le travail de soins non rémunéré, notamment par des congés familiaux rémunérés, des programmes de rémunération en espèces, des aménagements flexibles et des réductions du temps de travail, ou la poursuite des prestations de services de garde d'enfants. En Égypte, un congé exceptionnel a été accordé aux employées enceintes et aux employés ayant la charge d'enfants âgés de 12 ans ou moins. L'Autriche a prévu un congé payé prolongé pour les femmes enceintes qui ne peuvent pas travailler à distance pendant la pandémie<sup>57</sup>.

## E. Comblent les déficits de financement

64. Mobiliser les ressources financières nécessaires pour reconstruire en mieux, notamment en renforçant les systèmes de protection sociale, sera un défi pour de nombreux pays. Les gouvernements peuvent choisir d'adopter une approche à plusieurs volets. Il peut être utile de redéfinir les priorités des lignes budgétaires nationales. Cabo Verde a réorienté les priorités budgétaires nationales, en suspendant l'assainissement des finances publiques et la réduction de la dette publique, et en révisant le budget 2020 pour renforcer le système national de santé de sorte qu'il représente 5 % des dépenses publiques. Dans un effort de collecte de fonds au niveau national, les gouvernements ont créé des fonds spéciaux pour atténuer les effets de la COVID-19. En Côte d'Ivoire, au Gabon, en Mauritanie, au Maroc, en République démocratique du Congo, au Sénégal et au Tchad, les gouvernements ont fait appel au sens de la solidarité pour créer des fonds cofinancés, avec des dons déductibles des impôts qui sont sollicités auprès du secteur privé et des particuliers, en plus des fonds d'amorçage fournis par les pouvoirs publics. En Afrique du Sud, au Rwanda et à Sao Tomé-et-Principe, une « taxe de solidarité » a été introduite pour les fonctionnaires et les hauts cadres de l'administration<sup>58</sup>.

65. Soumis à de graves contraintes budgétaires, de nombreux pays à faible revenu ne seront pas en mesure de combler le déficit de financement en comptant uniquement sur la mobilisation de ressources au niveau national. L'apport de ressources extérieures, source importante de financement, devrait reposer sur la solidarité internationale. De nombreux exemples illustrent le rôle précieux joué par le financement extérieur pendant la crise. Au Malawi, le déploiement d'un nouveau programme de transfert social urbain COVID-19 – le Government Urban Cash Initiative – a été entièrement dépendant du financement extérieur, tandis que les ressources budgétaires propres du Gouvernement étaient détournées vers des interventions urgentes dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour faire face à la crise<sup>59</sup>. En Mongolie, la Banque asiatique de développement a approuvé un prêt de 73 millions de dollars pour renforcer l'aide sociale aux pauvres et aux personnes

<sup>56</sup> Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et PNUD, base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker. Factsheet: sub-Saharan Africa. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-UNWwomen-COVID19-SSA-Regional-Factsheet-2020.pdf.pdf](http://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-UNWwomen-COVID19-SSA-Regional-Factsheet-2020.pdf.pdf).

<sup>57</sup> Autriche, Ministère du travail, « Kocher/Raab: Möglichkeit der Arbeitsfreistellung für Schwangere wird bis Juni verlängert », 20 janvier 2021. Disponible en allemand à l'adresse suivante : [www.bma.gv.at/Services/Presse/Presseausendungen/PA\\_20\\_Jaenner\\_2021\\_b.html](http://www.bma.gv.at/Services/Presse/Presseausendungen/PA_20_Jaenner_2021_b.html).

<sup>58</sup> Stephen Devereux, « Social protection responses to COVID-19 in Africa ».

<sup>59</sup> Anna McCord et al., « Official development assistance financing for social protection lessons from the COVID-19 response », Social protection responses to COVID-19 and beyond, working paper 616 (Londres, Overseas Development Institute, 2021). Disponible en anglais à l'adresse suivante : [https://cdn.odi.org/media/documents/200615\\_private\\_lending\\_debt\\_risks.pdf](https://cdn.odi.org/media/documents/200615_private_lending_debt_risks.pdf).



vulnérables de manière à atténuer les conséquences socioéconomiques de la crise. Dans le cadre du projet, il sera procédé en particulier à un élargissement du programme « Child Money », qui verse des allocations en espèces pour tous les enfants dès la naissance jusqu'à l'âge de 17 ans. En 2019, ce programme a touché 87 % des enfants<sup>60</sup>. Au Togo, la Banque africaine de développement a fourni une enveloppe de 27,37 millions de dollars pour le Programme d'appui budgétaire à la riposte à la COVID-19, qui a servi à financer des transferts en espèces pour soutenir les plus vulnérables<sup>61</sup>.

#### IV. Conclusions

66. À mesure que les pays sortent de la crise, l'élaboration de stratégies de relance est l'occasion de commencer à reconstruire en mieux pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre du Programme 2030 dans son intégralité. L'intensification des interventions en matière de protection sociale et le soutien à l'apprentissage mutuel par l'échange de bonnes pratiques en ce qui concerne les politiques socioéconomiques, la fourniture de services de base et les mesures de protection sociale peuvent contribuer à cette fin. Les exemples résumés dans la présente note constituent la base des améliorations à apporter à la conception des politiques, en tirant parti des bonnes pratiques. Il importe d'investir dans l'évaluation des politiques et mesures d'urgence (y compris des politiques de protection sociale), notamment l'évaluation de leur impact sur la réduction de la pauvreté et de la faim et sur la vie quotidienne et le bien-être des populations. De même, les mesures existantes ayant été étendues horizontalement, il faut évaluer l'efficacité des moyens novateurs permettant d'identifier et d'inscrire de nouvelles couches de population devant bénéficier des mesures de protection sociale. Les pays devraient investir davantage dans les technologies numériques, dont il faudrait explorer le rôle dans l'enregistrement des nouveaux bénéficiaires et la mise en œuvre des mesures de protection sociale, ainsi que leur rôle dans la fourniture des services de base et l'accès à ces services, notamment les soins de santé et une éducation de qualité.

---

<sup>60</sup> Devdiscourse, « ADB approves \$73m loan to improve social welfare support in Mongolia », 23 mars 2021, disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.devdiscourse.com/article/business/1507034-adb-approves-73m-loan-to-improve-social-welfare-support-in-mongolia](http://www.devdiscourse.com/article/business/1507034-adb-approves-73m-loan-to-improve-social-welfare-support-in-mongolia) ; Overseas Development Institute et UNICEF, *Universal Child Benefits : Policy Issues and Options* (Londres et New York, 2020), disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.unicef.org/sites/default/files/2020-07/UCB-ODI-UNICEF-Report-2020.pdf](http://www.unicef.org/sites/default/files/2020-07/UCB-ODI-UNICEF-Report-2020.pdf) ; Anthony Hodges et al., « Child benefits and poverty reduction : evidence from Mongolia's Child Money Programme », document de travail, mai 2007, disponible en anglais à l'adresse suivante : [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1095717](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1095717).

<sup>61</sup> Banque africaine de développement, « Au Togo, les populations rurales bénéficient du programme gouvernemental de riposte [à la] COVID-19 soutenu par la Banque africaine de développement ».